

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41007 BLOIS CEDEX

Parçay-Meslay, le 07/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALCANTE - Nouvelle UIOM

161 Avenue de Chateaudun
BP 38
41000 Blois

Références : RAPVI 2023/1262
Code AIOT : 0010001801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement VALCANTE - Nouvelle UIOM implanté 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 21/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre de l'action nationale sur la surveillance en continu et/ou en semi-continu des rejets dans l'air.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALCANTE - Nouvelle UIOM
- 161, Avenue de Châteaudun 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'UIOM est autorisée depuis 1997 et incinère des OMr et des DAE (autorisation à 95500 tonnes par an) en provenance principalement du Loir-et-Cher, mais également de départements limitrophes ainsi que de la Vienne (autorisation à 3000 tonnes par an), et des DASRI (autorisation à 6000 tonnes par an) en provenance principalement de la région Centre-Val de Loire mais également de régions limitrophes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les systèmes de surveillance en continu et/ou semi-continu des rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Assurance Qualité des AMS - QAL2 - partie 1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
8	Assurance Qualité des AMS - QAL3 - partie 1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques - Mesures en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Sans objet
2	Rejets atmosphériques - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 a)	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - Mesures en semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 b) b-1	Sans objet
4	Assurance Qualité des AMS - QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
6	Assurance Qualité des AMS - QAL2 - partie 2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
7	Assurance Qualité des AMS - AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
9	Assurance Qualité des AMS - QAL3 - partie 2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques - Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2023, Rejets atmosphériques - Mesures en continu
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent. Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie. L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales ;- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés. Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none">- le monoxyde de carbone ;- l'oxygène et la vapeur d'eau.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant réalise la mesure en continu des poussières totales, des substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), du chlorure d'hydrogène, du dioxyde de soufre, des oxydes d'azote, de l'ammoniac, du monoxyde de carbone, de l'oxygène et de la vapeur d'eau. Depuis le début de l'année 2023, la mesure en continu du mercure est réalisée. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène n'est pas réalisée car l'exploitant en est exempté. En effet, le traitement des fumées étant de type semi-humide car l'acide chlorhydrique est récupéré par le biais des laveurs, ce polluant est mesuré semestriellement (cf. point de contrôle n°2 ci-après).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 a)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Rejets atmosphériques - Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu. L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

<p>La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.</p>
<p>Constats : Conforme.</p>
<p>Observations : L'exploitant fait réaliser une fois par semestre une mesure de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ou en semi-continu. Le contrôle du 2nd semestre 2022 a été remplacé par un contrôle inopiné (du 15/12 au 16/12/2022) réalisé par la société CME ENVIRONNEMENT. Le rapport établi consécutivement à ce contrôle ne fait pas ressortir de dépassement des VLE prescrites. Le contrôle du 1er semestre 2023 (du 27/03 au 30/03/2023) a été réalisé par la société DEKRA. Le rapport établi consécutivement à ce contrôle ne fait pas ressortir de dépassement des VLE prescrites. Le contrôle du 2nd semestre 2023 était en cours de réalisation par la société DEKRA lors de la présente visite d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rejets atmosphériques - Mesures en semi-continu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 b) b-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Rejets atmosphériques - Mesures en semi-continu</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I. Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats : Conforme.</p>
<p>Observations : En ce qui concerne les dioxines et les furannes, les mesures sont effectuées sur une période de 4 semaines de prélèvement par la société SECAUTO. En cas de dépassement, l'inspection en est informée dans les meilleurs délais, en plus de la transmission du rapport mensuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Assurance Qualité des AMS - QAL1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Assurance Qualité des appareils de mesure</p>
<p>Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes (...) ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes</p>

européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.
Constats : Conforme.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale 2023 Tous les analyseurs disposent d'un certificat QAL1 en cours de validité. Ces certificats QAL1 couvrent tous les polluants mesurés en continu. Ils correspondent aux analyseurs installés sur le site. Il a en particulier été vérifié la présence d'un certificat QAL1 pour les 2 analyseurs de mercure installé début 2023. Pour chaque analyseur, l'étendue de mesure certifiée est inférieure ou égale à 1,5 fois la VLE. Pour chaque analyseur, les plages de mesure sont plus étendues que l'étendue de mesure certifiée et couvrent la VLE semi-horaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Assurance Qualité des AMS - QAL2 - partie 1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2023, Assurance Qualité des appareils de mesure
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : Pour les analyseurs HM-1400 TRX 2 for Hg (mercure), le R2 est de 0,46.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale 2023 En réponse à l'observation de l'inspection du 07/12/2022, l'exploitant a, par courrier du 06/02/2023, pu justifier que les droites d'étalonnage du QAL2 sont intégrées au système de traitement des données, tant pour les analyseurs titulaires que pour les analyseurs redondants. En particulier, cela a été vérifié pour les analyseurs de mercure installés début 2023. Cependant, pour les analyseurs HM-1400 TRX 2 for Hg (mercure), le R2 est de 0,48.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Assurance Qualité des AMS - QAL2 - partie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2023, Assurance Qualité des appareils de mesure
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN

14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : Conforme.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale 2023 En réponse à l'observation de l'inspection du 07/12/2022, l'exploitant a, par courrier du 06/02/2023, justifié que le temps de réponse pour le polluant HCl était suffisant. En ce qui concerne le polluant mercure, le QAL2 a été réalisé du 27/03 au 31/03/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Assurance Qualité des AMS - AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2023, Assurance Qualité des appareils de mesure
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
Constats : Conforme.
Observations : L'AST de l'année 2023 a été réalisé du 27/03 au 31/03/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Assurance Qualité des AMS - QAL3 - partie 1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2023, Assurance Qualité des appareils de mesure
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.
Constats : Il n'a pas été réalisé de QAL3.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale 2023 Il n'a pas été réalisé de QAL3 consécutivement à la mise en service des analyseurs. L'exploitant justifie ce point par le fait qu'il fait contrôler annuellement ses analyseurs par une société spécialisée et qu'une réflexion a été engagée au niveau du groupe SUEZ avec ses fournisseurs et que les QAL3 seront réalisés trimestriellement à partir de l'année 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Assurance Qualité des AMS - QAL3 - partie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2023, Assurance Qualité des appareils de mesure
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les

furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.
Constats : Conforme.
Observations : En visite, il a été constaté que toutes les bouteilles de gaz étalon était en cours de validité.
Type de suites proposées : Sans suite